

Questions orales

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, il y a environ un mois j'ai eu l'occasion de rencontrer tous les ministres des Finances ici même à Ottawa durant deux jours. Nous avons discuté de ces problèmes et je leur ai fait part des mesures que j'avais prises relativement au budget en termes généraux. En général les ministres des Finances du Québec et des provinces Maritimes étaient tout à fait d'accord sur la politique économique que j'avais l'intention de suivre.

ON DEMANDE QUEL GENRE DE PROGRAMME LE MINISTRE VEUT AIDER AVEC LES 100 MILLIONS

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Je sais que le ministre des Finances a parlé d'un crédit de 100 millions pour l'emploi direct. Serait-il disposé à dire bientôt si ces 100 millions seront affectés particulièrement dans ces provinces, et pourrait-il dire aujourd'hui à quel genre de programme ces 100 millions seront utilisés pour corriger la situation dans ces provinces?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, dans le bill que j'ai présenté, hier, à la Chambre pour la première fois, nous utilisons une formule qui prévoit des incitations fiscales particulières pour les provinces Maritimes et la Gaspésie. Au lieu de crédits de 5 p. 100 nous octroyons des crédits de 10 p. 100 et de 7½ p. 100 pour le reste de la province de Québec. C'est la première fois que nous avons dans notre politique fiscale des incitations de cette nature qui s'appliquent d'une façon régionale.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT VA CONTRIBUER À LA RÉALISATION DU CENTRE DE CONGRÈS À MONTRÉAL

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une autre question supplémentaire. Récemment, le ministre des Finances rencontrait les ministres québécois responsables des ministères à vocation économique et, depuis, je pense que nous n'avons pas eu de précisions à cet effet. Le ministre des Finances peut-il alors dire à la Chambre aujourd'hui quel genre de propositions concrètes ont été discutées et si son gouvernement a pris une décision sur le financement du centre de congrès que le Québec veut réaliser à Montréal?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Pour la dernière partie de la question, monsieur le président, il s'agit d'une décision qui relève du gouvernement provincial. Ils n'ont pas encore déterminé l'endroit et le style du centre des congrès qu'ils voudraient avoir, alors c'est à eux de prendre la décision qui s'impose dans ce domaine-là.

Quant à la situation particulière du Québec, elle me préoccupe constamment parce que le taux de chômage augmente régulièrement et les facteurs qui ont entraîné le mois dernier une diminution du taux de chômage en Ontario auraient dû normalement être les mêmes pour le Québec. Je crois donc qu'il serait probablement temps que le gouvernement du Québec commence à envisager de faire disparaître l'incertitude qui existe dans le domaine des investissements et procède à la tenue de son référendum dans les plus brefs délais.

[M. La Salle.]

[Traduction]

DEMANDE DE NOUVEAU BUDGET AXÉ SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, le ministre trouve toujours une excuse pour expliquer l'incurie du gouvernement. J'aimerais citer un extrait du rapport du Conseil économique du Canada publié ce matin qui déclarait que le rétablissement de l'économie canadienne avait accusé un retard sur celui de l'économie d'autres pays occidentaux. Le Conseil soutient donc que notre économie a pris du retard; par conséquent, le prétexte invoqué par le gouvernement selon lequel nous souffririons d'un mal international ne tient plus. Je me permettrai de signaler au ministre que le Conseil soutient en outre que nous allons continuer de connaître un chômage de 8 p. 100 bien au-delà de l'année 1980 et, plus précisément, que le gouvernement devrait injecter encore 2 milliards de dollars dans l'économie. Le ministre des Finances reconnaîtra-t-il enfin que ses politiques ont été fautives et promettra-t-il maintenant à la population canadienne de présenter avant Noël un autre budget susceptible de créer des emplois?

• (1422)

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Je croirais, monsieur l'Orateur, qu'il serait peu raisonnable d'emprunter deux autres milliards de dollars en ce moment pour tenter d'acheter notre libération des difficultés dans lesquelles nous trouvons actuellement. Ce qui s'impose à mon avis, c'est un effort commun du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et du secteur privé. Je ne pense pas qu'un geste irréfléchi de la part du ministre des Finances pourrait faire du bien au pays.

CHÔMAGE—LES MESURES PROPRES À LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS CERTAINS SECTEURS DE L'ÉCONOMIE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'entends dire que l'on provoquerait une recrudescence du chômage en stimulant la consommation ou que ce serait payer cher la reprise économique. Tous les économistes canadiens, sauf les conseillers du ministre, préconisent la mesure à laquelle j'ai fait allusion.

Étant donné que le problème est en réalité d'ordre sectoriel, et cela je le concède au ministre, et qu'il est dû à l'inertie du gouvernement, le ministre peut-il nous dire quelles solutions propose le gouvernement pour favoriser l'embauche dans l'industrie de la chaussure, dans le textile, dans la construction navale et dans l'industrie automobile, étant donné que tous ces secteurs sont en difficulté?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'oublie aucun des secteurs auxquels le député a fait allusion. Ainsi, au mois de novembre 1976, alors que j'étais ministre de l'Industrie et du Commerce, j'ai pris l'initiative de fixer des contingents pour protéger l'industrie textile, ce qui m'a valu des critiques de la part de certains députés assis en face. Par ailleurs, nous avons augmenté les subventions accordées à la construction navale dans une proportion de 12 à 20 p. 100, ce que le député ignore peut-être. En outre, les statistiques qui ont été publiées aujourd'hui prouvent que nous avons créé 292,000 emplois en un an, soit 40,000 emplois de